

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Ali Bongo Ondimba : "L'inclusion est une préoccupation majeure (...)"

DANS l'allocution qu'il a prononcée à l'occasion de la commémoration du 75e anniversaire de l'Onu, le chef de l'État a mis en exergue sa volonté d'œuvrer à l'érection d'une société juste et équitable.

J.KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon



Le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, prononçant son allocution.

"L'INCLUSION est une préoccupation majeure dans l'orientation politique de mon pays". Cette phrase lâchée par le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, dans l'allocution qu'il a prononcée, le 22 septembre dernier, à l'occasion de la commémoration du 75e anniversaire de l'Organisation des Nations unies (Onu), illustre, à plus d'un titre, sa volonté permanente d'associer l'ensemble des franges de la population à l'œuvre de développement qu'il a entamée depuis son accession à la magistrature suprême. C'est du reste, a-t-il indiqué, "toute la portée du programme politique de l'Égalité de chances" qu'il a impulsé en faveur d'une

revalorisation des femmes, des jeunes, des personnes les plus vulnérables. Cela "afin que personne ne soit laissée en marge du développement".

Et les faits plaident largement en sa faveur. D'autant plus que, depuis 2009, conscient de sa responsabilité et de sa tâche, le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, n'a de cesse d'œuvrer à l'établissement d'une société plus juste, égalitaire et méritocratique. De sorte qu'il a mis fin à certaines

pratiques fortement établies dans notre environnement. En luttant contre les discriminations. Dans cette optique, il a décrété la "Décennie de la Femme" tout en favorisant la mise en place d'un cadre réservant un certain nombre de fonctions électives aux jeunes et aux femmes.

D'où, a-t-il indiqué, "c'est dans cet élan qu'il m'a été donné de nommer récemment une femme aux fonctions de Premier ministre".

Gouvernance : les réformes engagées produisent leurs fruits



Les membres du gouvernement autour du Premier ministre Ossouka Raponda, lors du conseil inter ministériel

Martina ADA METOULE
Libreville/Gabon

À l'occasion de la commémoration du 75e anniversaire de l'Organisation des Nations unies (Onu), le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, a, dans une déclaration évoqué la situation économique de notre pays liée à la pandémie à coronavirus. Une situation qui, a-t-il précisé, "a conduit au ralentissement de son activité".

De fait, le numéro un gabonais s'est réjoui "des signaux encourageants qui se dégagent de la mise en œuvre de notre Plan de relance de l'économie". Ce qui n'est que la résultante de la poursuite des réformes engagées par le gouvernement, afin de résorber les déséquilibres à travers des mesures de relance

qui consacrent l'ajustement budgétaire, le développement des infrastructures et la promotion du secteur privé comme leviers de la diversification et de la transformation de notre économie. Les efforts consentis par les pouvoirs publics sont tels que, a précisé le président de la République, "la croissance est de retour. Le Gabon retrouve progressivement des marges de manœuvre". Et d'ajouter : "Celles-ci sont nécessaires au financement des investissements les plus urgents, notamment en matière de santé, d'éducation, de formation, d'emploi et d'infrastructures". Autant des secteurs qui devraient permettre d'assurer une marche en avant de notre pays.

Dans tous les cas, la situation économique de notre pays est moins précaire que celle de beaucoup d'autres sur la planète.

Tribune des partis politiques

Le ver est dans le fruit !

"QUAND une dent est pourrie, c'est toute la bouche qui sent". Une maxime bien connue qui résume à merveille l'actuelle condition du Parti démocratique gabonais (PDG). Il ne fait l'ombre d'aucun doute que l'image de la formation politique au pouvoir est de plus en plus écornée. L'interpellation de l'édile de Libreville, Léandre Nzue, pour près d'une dizaine de chefs d'accusation en constitue la preuve palpable. Une énième interpellation d'un haut cadre du parti créé sur les bords de la Bouenguidi, après celle de l'ancien directeur de cabinet du "distingué

camarade président" et ses proches dans le cadre de l'opération "Scorpion". Le plus curieux dans cette vague d'arrestations réside dans le mutisme du "rouleau compresseur".

Un silence inexplicable, pire incompréhensible de l'exécutif du parti et de ses élus. Surtout au moment où le patron de cette écurie politique, par ailleurs président de la République, fait de la lutte contre la corruption son principal cheval de bataille. Point besoin d'être diplômé de sciences pour comprendre que lorsque l'image d'un

parti est aussi malmenée, celui-ci ne doit pas cultiver la loi de l'omerta. Étant donné que ledit parti dispose en son sein d'un secrétaire national chargé des Arguments et de la Riposte, en la personne de Michel Philippe Nze, et de nombreux porte-parole. Une attitude confortant la thèse selon laquelle les premiers ennemis du PDG militent à l'intérieur dudit parti. Et ce, même au plus haut niveau. Malgré la "régénération" et la "revitalisation", tant vantées par le directoire, le travail de sape et de déstabilisation des forces d'inertie, tapies

dans l'ombre, continue bon gré, mal gré, de porter ses fruits. Selon toute vraisemblance, ce n'est pas pour demain la veille que les pratiques déviantes et autres comportements blâmables des hiérarques du PDG s'estomperont.

Un truisme ! Quand on connaît la proximité de cette formation politique d'avec la gestion du pays. Sauf erreur de jugement, Léandre Nzue ne sera pas le dernier militant à être visé, vu que le ver est dans le fruit.

Yannick Franz IGOHO